

Quand la gouvernance alimentaire s'invite dans le débat public

Ce n'est un scoop pour personne : les élections régionales arrivent maintenant à grands pas. Elles se dérouleront les 14 et 21 mars prochains. Je souhaitais mettre à profit ma chronique mensuelle pour porter à votre connaissance l'appel « Alimentons les régions ». L'idée est bien évidemment de mettre la question de l'approvisionnement alimentaire sur l'agenda électoral, puis politique de la future assemblée. Si cette question est cardinale, c'est parce qu'elle touche à notre santé et à un modèle de développement à revoir. Je ne saurai donc que trop vous conseiller de signer cet appel à l'adresse suivante : <http://www.alimentons-les-regions.fr/>

Cet appel s'inscrit dans un mouvement qui va croissant et qui s'intéresse aux systèmes alimentaires locaux afin de les restructurer. En témoignent notamment les récentes journées d'études qui se sont déroulées à Lyon sur le thème « Nouveaux enjeux alimentaires et sciences sociales ». La Région Rhône-Alpes était d'ailleurs partie prenante de cette manifestation –qui devrait faire date– par le canal du cluster qu'elle a créé et le volet « Agriculture, acteurs et territoire ». Il s'agit-là d'un signe encourageant de prise de conscience et d'action.

Autres signes encourageants : malgré certaines contradictions souvent lourdes de conséquences, l'Europe s'intéresse aussi au sujet (voir : [http://ec.europa.eu/agriculture/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/agriculture/index_fr.htm)), tandis que l'expertise se structure pour épauler les collectivités publiques désireuses d'agir dans ce domaine. A ce titre, l'association grenobloise Terres en villes est très dynamique et peut être une ressource utile (<http://www.terresenvilles.org/index.php>)

Ça bouge, donc ; ça frémit, même, pour ce qui est de l'autonomie alimentaire à l'échelon local. Et c'est tant mieux. Alors n'oubliez pas : la consommation engagée, c'est bien. On exprime certes quotidiennement une opinion politique par nos achats ou nos non-achats. Mais voter pour de vrai, c'est encore mieux. Soyons donc attentifs au bilan de l'équipe sortante (pas si mauvais en la matière) et aux propositions électorales. Le « droit à une alimentation saine », d'accord, mais le devoir de voter d'abord.

© Yolaine de LocoBio

Février 2010